

Documents de politiques

Document N° 2018-05



Le mur : les enjeux de l'immigration entre le Mexique et les États-Unis.

www.cei.ulaval.ca

Par Riadh Mestiri*

Les commentaires et conclusions qui suivent sont issus d'une brève étude et analyse de la question et n'engagent que l'auteur.

* Candidat au Doctorat en Géographie à l'Université Laval et auxiliaire de recherche au Centre d'études interaméricaines (CEI).

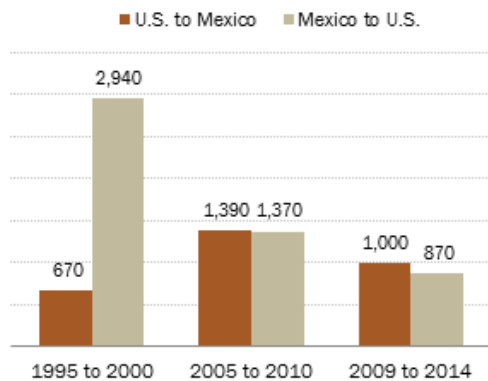
LE CONTEXTE

À l'occasion des discussions sur le futur de l'ALENA, les États-Unis ont mis sur la table de négociations le besoin que le Mexique améliore le contrôle de la frontière commune et les flux migratoires. Au même moment, le président américain a ordonné l'envoi de 4000 membres de la garde nationale pour renforcer la frontière. Afin de signifier l'importance du sujet, le président Trump s'est rendu personnellement afin d'inspecter des prototypes de mur en Californie. Ainsi, le mur promis paraît plus que jamais d'actualité. En effet, malgré l'échec à convaincre le gouvernement mexicain et le Congrès américain de financer la construction, le président américain persiste. Dans ce contexte, et étant donné l'osmose migratoire et commerciale entre le Mexique et les États-Unis, cette analyse vise à comprendre les motivations de cette promesse électorale et sa persistance dans le temps. Pour ce faire, nous considérons autant les enjeux politiques et communicationnels, qu'économiques et de sécurité.

LES CONSTATS

- Depuis la crise économique de 2008, le flux migratoire à la frontière américano-mexicaine suit une tendance « inverse », c'est-à-dire que le nombre de migrants allant au Mexique excède le nombre de migrants entrant aux États-Unis.
- Cette nouvelle tendance est due à plusieurs facteurs, mais la récession économique est probablement la principale cause. Ainsi, la diminution du nombre d'emplois a favorisé la mise à l'écart des immigrants mexicains, et l'endurcissement des lois sur l'immigration est venu renforcer la tendance en rendant les États-Unis moins attractifs pour l'immigration.

Le graphique suivant montre les flux migratoires entre les États-Unis et le Mexique en centaine de personnes pour les périodes de temps allant de 1995 à 2000, de 2005 à 2010 et de 2009 à 2014.



Note : Les estimations vont de février 1995 à février 2000, de juin 2005 à juin 2010 et d'août 2009 à août 2014. La migration des États-Unis vers le Mexique comprend les personnes nées au Mexique, aux États-Unis et ailleurs; La migration du Mexique aux États-Unis comprend uniquement les personnes nées au Mexique.

Source : les données de 1995-2000 et 2005-2010 sont issues du travail de [Jeffrey S., Cohn, et Ana, 2012](#)); ce de 2009-2014 sont issu d'estimations du Pew Research Center à partir d'échantillons de la population et de source de l'ENADID des ménages et des migrants (2014) sur les mouvements migratoires des États-Unis au Mexique. Les mouvements migratoires entre le Mexique et les États-Unis sont basés sur des estimations d'échantillonnage de population relevé par le Pew Research Center en 2014 et d'un échantillonnage de l'American Community de 2012.

- L'ensemble des immigrants illégaux aux États-Unis représentaient 3,4 % de la population américaine en 2015, soit 11 millions de personnes.
- Dans le contexte de la diminution de l'immigration aux États-Unis, les immigrants illégaux mexicains sont

passés de 6,9 millions de personnes en 2007 à 5,6 millions en 2015. Suivant les estimations, à partir de 2016, ils seraient possiblement moins nombreux que le reste de la population d'immigrants illégaux au pays. Cette situation est inédite, car due à la proximité géographique, le clivage économique et l'histoire commune entre le Mexique et les États-Unis, l'immigration dite « illégale » d'origine mexicaine était historiquement supérieure au reste de la population d'immigrants « illégaux » toutes nationalités confondues.

Politique d'immigration de la nouvelle administration américaine

Avant son investiture, le président Trump a annoncé et défini ses promesses de campagne sur la politique d'immigration dans les dix points suivants¹ :

¹ Une retranscription du discours de campagne relatif au plan sur l'immigration est disponible sur

le site du *New York Times* suivant le lien suivant ([The New York Times, 2016](#)).

I. « Nous allons construire un grand mur, élevé, impénétrable » et « le Mexique va le payer à 100% ».

Face aux mentionnés refus du Mexique et du Congrès américain, le président Trump a envoyé, en avril 2018, 4000 membres de la garde nationale à la frontière mexicaine, qu'il [« aimerait garder sur place jusqu'à ce que la frontière soit fermée par un mur »](#).

II. Les immigrants clandestins ne seront plus relâchés dans la nature, mais détenus jusqu'à leur renvoi dans leur pays d'origine.

III. Zéro tolérance pour les étrangers auteurs de crimes.

Le pourcentage d'immigrants « illégaux » ayant été condamnés pour crime aux États-Unis représentent [7,5 %](#) de ce groupe, soit 820 000 personnes sur 11 millions.

IV. Bloquer les fonds fédéraux aux villes « sanctuaires ».

Les villes « sanctuaires » sont celles qui ont choisi [de ne plus contrôler le statut légal de leurs résidents](#). Parmi ces villes, New York, San Francisco, Philadelphia et Chicago ont décidé de « [ne pas](#)

[pourchasser activement les immigrés en situation irrégulière qui ne commettent pas d'infractions ou délits](#) ».

V. Appliquer toutes les lois sur l'immigration et annuler les décrets présidentiels de Barack Obama.

Par cette mesure, Trump, visé notamment l'abrogation du programme « *Deferred Action for Childhood Arrivals* » (DACA) mis en place en 2012 par Obama afin de permettre aux jeunes sans-papiers arrivés aux États-Unis avant leurs 16 ans et n'ayant pas d'antécédents judiciaires, d'obtenir un équivalent de permis de séjour à validité de 2 ans renouvelables, ce afin d'étudier et de travailler sur le territoire. Malgré la demande d'abrogation du programme DACA par Trump, [un juge californien a ordonné son rétablissement en janvier 2018 spécifiant que l'opinion du ministère de la Justice en charge de l'abrogation reposée sur « une base juridique défailante »](#).

Le président Trump a également modifié d'autres mesures de son prédécesseur en matière

d'admission de réfugiés en réduisant [le plafond du nombre d'entrées de 110 000 personnes en 2017, à 50 000 à partir de 2018.](#)

VI. Durcissement de la politique des visas.

Les visas américains ne seront plus délivrés dans les pays où un contrôle adéquat ne peut être effectué. Faisant référence à des pays dont la situation interne est jugée sensible, les exemples donnés lors de la présentation du plan sur l'immigration sont la [Libye](#), [la Syrie](#), [l'Iraq](#) et [l'Afghanistan](#). Le décret de loi interdisant l'entrée sur le territoire pour les ressortissants de 6 pays a été validé en juin 2018 par la [Cour suprême des États-Unis](#). Les pays visés sont : Le Yémen, la Syrie, la Libye, la Somalie, L'Iran et la Corée du Nord.

VII. S'assurer que les pays d'origine reprennent leurs ressortissants.

Sur cette question, [23 pays](#), dont l'Afghanistan, la Chine, l'Iran, l'Iraq, la Libye, la Somalie et le Zimbabwe ont refusé d'accueillir leurs ressortissants émigrés clandestinement aux États-Unis.

VIII. Achever le système de suivi biométrique des entrées et sorties du territoire.

IX. Contrôler le système de bien-être social pour les étrangers.

Cette mesure touche les aides alimentaires et les aides aux logements, de sorte que les personnes qui en « [abusent](#) » deviennent prioritaires à l'extradition.

X. Une réforme de l'immigration légale « pour protéger les travailleurs américains ».

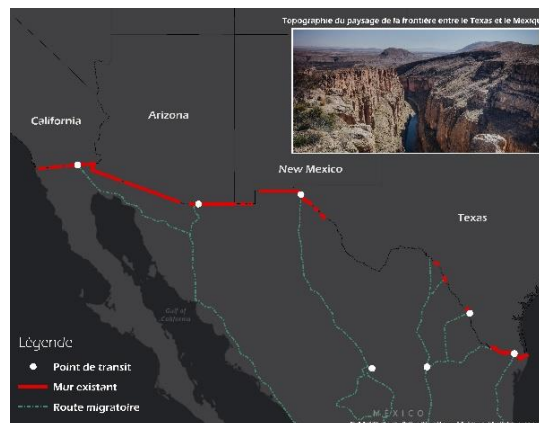
Cette politique d'immigration est vivement critiquée par les associations et organismes non gouvernementaux. Ainsi, selon Erika Guevara-Rosas, directrice du programme Amérique à Amnesty internationale, « [la stratégie du mur du président Trump nie le fait que ces personnes \(migrants du Salvador, du Honduras et du Guatemala\) n'ont pas d'autre choix que de fuir leur foyer pour survivre](#) ». Elle soutient également que, avec la collaboration du Mexique, les États-Unis « [poussent les gens vers une mort probable](#) ».

Parmi les partisans du mur, il y a des groupes opposants virulents à l'immigration, ainsi que des [penseurs](#) qui voient dans le mur un catalyseur de refonte de la politique d'immigration américaine. Les arguments avancés font référence à la création d'un système légal d'immigration favorisant l'employabilité, la légalisation des 11 millions d'immigrants illégaux dans le pays et la diminution tangible de l'immigration clandestine.

Géographie de la frontière et du mur

En [octobre 2006](#), George W. Bush a signé la loi qui autorise la construction d'un mur de 1200 km à la frontière mexicaine. Ainsi, sur les 3142 km de long de la frontière américano-mexicaine, 1050,9 km ont déjà une barrière entre les deux pays.

La carte suivante montre en rouge la barrière existante à la frontière entre les États-Unis et le Mexique. Les lignes en pointillés bleus représentent les principales routes migratoires empruntées par les clandestins et les points blancs sont les espaces de transits.



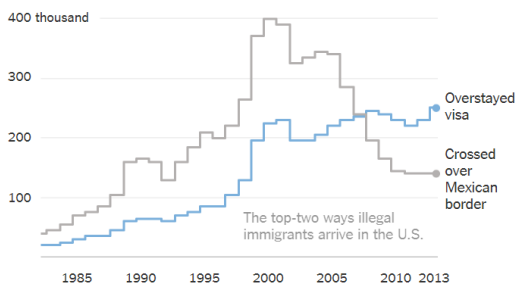
Source : Élaboration propre à partir des données des [Douanes et gardes-frontières américains](#), [Centre pour le progrès américain](#) et [Amnistie internationale](#).

Il y a dans la région de larges [espaces ouverts](#) et sans surveillance permettant le passage sans contrôle. Pourtant, comme on peut le voir en haut à droite de la carte, dans l'image de la topographie du paysage du sud de Texas, des formations naturelles (montagnes, fleuves et canyons) font office de barrière entre les deux pays. Par ailleurs, pour compléter le mur il faudrait découper ou saisir près de [5000](#) parcelles de terrain. En effet, étant donné que la frontière du sud du Texas longe le lit du fleuve « Rio Grande », le mur devrait être construit sur des propriétés privées.

Faits d'immigration illégale

Depuis 10 années, [le nombre de migrants « illégaux » qui sont entrés aux États-Unis par la frontière mexicaine est inférieur aux nombres de migrants devenus illégaux après être entrés légalement aux États-Unis.](#)

Le graphique suivant montre en gris l'évolution du nombre migrant qui sont entré aux États-Unis par la frontière mexicaine, et en bleu le nombre de migrants devenus illégaux après être entrés légalement dans le pays. Les nombres présentés sont en centaines de personnes et couvrent la période allant de 1985 à 2013.



Note: Data are estimates rounded to the nearest five thousand.

Source : [Warren & Kerwin, 2017](#)

Depuis les années 2000, les passages illégaux à la frontière ont fortement décliné, arrivant ainsi à leurs plus bas taux en [40 ans](#). Néanmoins, le nombre de migrants retrouvés morts dans le désert longeant les deux pays est en hausse, principalement à cause de

circuits de passage de plus en plus dangereux.

Enjeux économiques pour le Mexique et pour les États-Unis

- Après une longue période de croissance qui a débuté en 1995, le nombre d'immigrants illégaux employés aux États-Unis est stable. Depuis 2009, ceux-ci représentent environ [5%](#) de la force de travail du pays, quoique dans les secteurs de l'agriculture et de la construction, ils représentent 26% et 15%, respectivement.
- La question du mur a été de nouveau soulevée par le président Trump lors des récentes négociations de L'ALENA, en avril 2018, comme une possible [« condition d'un nouvel accord ALÉNA »](#).
- Au-delà de l'immigration, le mur est aussi associé aux restrictions commerciales entre les deux pays. En effet, dès sa campagne, le président Trump a mis l'accent sur le fait que les traités de libre-échange avaient un effet négatif sur les travailleurs américains, en

pointant spécifiquement du doigt l'ALENA. Dans ce contexte, il est important de noter que le Mexique est le [troisième](#) partenaire commercial des États-Unis, derrière la Chine et le Canada. De plus, [environ 5 millions](#) d'emplois aux États-Unis sont dépendants du

commerce avec le Mexique et, en 2014, les filiales de multinationales américaines basées au Mexique employaient [1,29 million](#) de personnes.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

À titre de conclusion, il importe de se demander si le mur peut réellement limiter l'immigration illégale aux États-Unis ?

À la lumière de cette courte analyse, on peut souligner le fait que le flux migratoire avec le Mexique s'est inversé depuis la crise économique de 2008. De plus, depuis environ une dizaine d'années le nombre de migrants entrés irrégulièrement aux É.-U. est inférieur aux migrants entrés légalement dans le pays avant de devenir illégaux. Il est ainsi peu probable que le mur soit un facteur majeur de diminution de l'immigration illégale aux États-Unis. Tout d'abord, car les tendances de flux migratoires actuelles ne suivent plus les routes terrestres, ensuite car une forte mouvance de migration intrarégionale existe en Amérique latine.

De plus, bien que le président Trump en ait fait un enjeu central de sa campagne électorale, l'idée du mur existe depuis longtemps. Le président poursuit ainsi les démarches entreprises au nom de la loi autorisant la construction du mur frontalier du président Bush en 2006. Existant sur 1050 km de la frontière, le mur représente déjà une barrière tangible à l'immigration clandestine. Cette construction, entamée il y a 12 ans, n'a pas eu pour effet la refonte de la politique d'immigration justifiée par les soutiens à l'infrastructure. En effet, de nombreux politiciens justifient leurs soutiens au mur, car il deviendrait un catalyseur du changement de la politique d'immigration américaine. Néanmoins, les dix points sur l'immigration présentée par le président Trump lors de sa campagne sont contredits un à un par les

institutions puisqu'ils reposent sur des « bases juridiques défailtantes ». Il est alors peu probable de penser que la construction du mur sera aujourd'hui le catalyseur espéré, dans une période où l'immigration clandestine terrestre est en forte baisse.

En termes économiques, la finalisation de la construction du mur sur la totalité de la frontière impliquerait des coûts élevés étant donné la taille de la structure, mais aussi, car cela impliquerait l'achat, la saisie ou le déplacement de terres privées à son emplacement.

Pour tout cela, il paraît plausible de penser que le mur est principalement un instrument politique pour le président Trump qui permet de canaliser une grande partie des débats et non un réel facteur de la diminution de l'immigration illégale. En ce sens, nous pouvons citer les propos du président américain sur le mur lors d'une conversation téléphonique avec son homologue mexicain en août 2017 : [« C'est la chose la plus futile dont nous parlons, mais politiquement, c'est la plus importante ».](#)